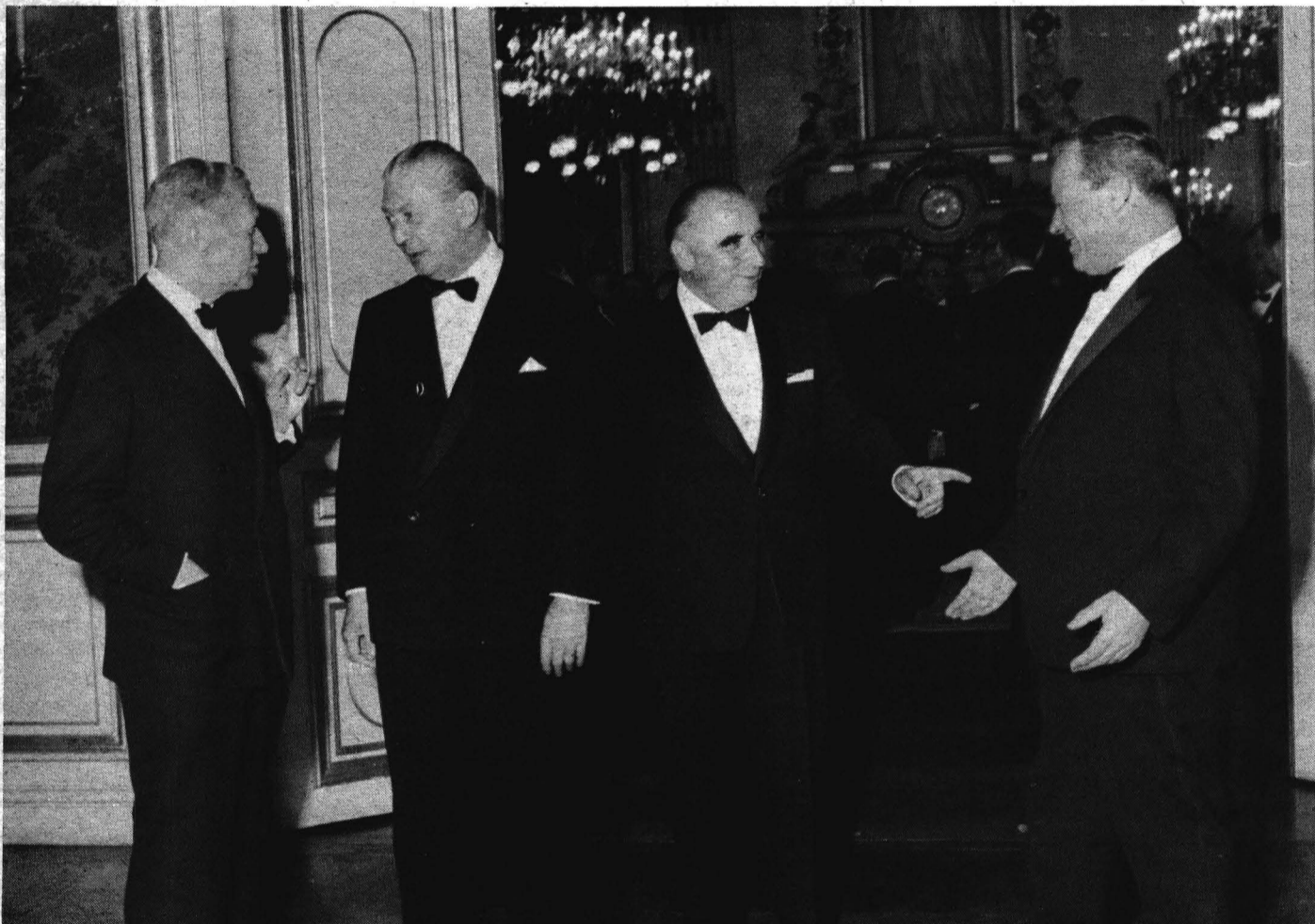


Marguerite 18.11

Tribune socialiste

N° 361/ 22 FÉVRIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.



Celles qui lavent la vaisselle

Jacques Ferlus

La Capitale et son schéma

Georges Gontcharoff

Lettres de Rome

Bruno Grimi

Guadeloupe : le procès

Pierre Régnier

Pour la victoire du Vietnam

Marc Heurgon

L'Europe dans le doute

Michel Rocard

Paris aura été pendant deux jours la capitale commune de la France et de l'Allemagne. Les 15 et 16 février il y avait plus de ministres allemands sur les rives de la Seine qu'à Bonn.

Au cours de cette rencontre le chancelier Kiesinger et le général de Gaulle se sont largement mis d'accord sur la façon de conduire les affaires de la Communauté Européenne dans la phase actuelle de son évolution. Les quatre autres partenaires, bon gré mal gré devront se plier au compromis que les deux grands du Marché commun ont retenu. Il est vrai que des conversations

avaient précédé la rencontre, notamment avec les Italiens et que les choix effectués n'ont guère surpris que ceux qui attachent d'avantage d'importance aux péripéties (le fameux « faux discours » de M. Brandt à Ravensburg) qu'à une analyse sérieuse de l'évolution économique et politique en Allemagne.

A propos du « Plan Debré », J. Malterre dans « T.S. » avait déjà indiqué le sens général de l'arrangement que l'on peut schématiser de la manière suivante : priorité à l'organisation du Marché commun plutôt qu'à l'élargissement de la Communauté. En clair cela signifie que le

gouvernement allemand écarte la proposition faite par certains hommes politiques européens de créer un clivage entre les cinq de la C.E.E. et la France, puis de rechercher un accord avec la Grande-Bretagne et ses amis pour élargir tout de suite la Communauté.

En échange de cette renonciation le général a promis de « faire quelque chose pour faciliter l'évolution de la Grande-Bretagne » ; évolution qu'il juge être la condition nécessaire pour que ce pays puisse un jour être accepté au sein du Marché commun.

(suite page 3)

□ LES POINGS SUR LES I On demande une paix humiliante

« Les bombardements américains sont, sur le plan humain, une horreur. Sur le plan politique, ils constituent, comme disait cette vieille canaille de Talleyrand « plus qu'un crime, une faute »... Cela bien compris, il est insensé d'espérer un instant que le gouvernement des Etats-Unis cesse de bombarder le Nord-Vietnam sans une mesure de réciprocité. C'est pourquoi le mot d'ordre « arrêt des bombardements américains » est un non-sens et une hypocrisie s'il ne s'accompagne en contrepartie d'une autre proposition : Arrêt des infiltrations de troupes et d'armes nord-vietnamiennes du Nord au Sud-Vietnam. »

Qui, croyez-vous, parle ainsi ? M. Jean Lecanuet ? M. Valéry Giscard d'Estaing ? M. Jacques Duhamel ? Aucun de ceux-là ! L'auteur de ces propos incroyables n'est autre que le camarade (?) Jean Lechantre, militant S.F.I.O., éditeur du journal Nord-Matin. Personne de la Fédération n'a jusqu'à ce jour protesté contre cet article, dont la médiocrité dans l'argumentation n'a d'égale que la mauvaise foi sous-jacente.

En escamotant la signification fondamentale de la guerre au Vietnam qui oppose le chef de file de l'impérialisme mondial et un peuple décidé à vivre selon ses convictions (socialistes, et c'est cela qui gêne), le camarade (?) Lechantre, qu'on entend bêler après la paix, réduisant frauduleusement l'affrontement au faux débat « agresseur agressé », donne la pleine mesure de la dégénérescence idéologique qui frappe une certaine « gauche » française, prisonnière d'un fatras de mots du type : « Monde libre », prisonnière en fin de compte des pires lieux communs.

Aujourd'hui, il n'y a plus de « troisième voie » possible ! Que le camarade (?) Lechantre y songe bien : ou l'on combat l'impérialisme américain et ce combat implique une adhésion totale aux luttes du peuple vietnamien, ou l'on refuse cette adhésion et, que cela plaise ou non, on se situe forcément dans les rangs des forces d'appoint de l'impérialisme.

Vive la paix, oui ! La paix des hommes sans chaînes. Dans un univers sans opprimés et sans oppresseurs !

André LAUDE

□ Petite annonce

Journal cherche démarcheur publicitaire, travail à mi-temps. S'adresser à « Tribune Socialiste ».

□ Victoire de l'apartheid

Par 37 voix contre 28 et une abstention (37 pays sur 123) le Comité International Olympique (C.I.O.) a adopté la motion (1) soumise à ses membres, proposant d'admettre une équipe sud-africaine aux Jeux Olympiques de Mexico.

Cette décision est assortie de quelques précisions. Une seule équipe sud-africaine multiraciale, les athlètes voyageant ensemble, défilant derrière le même drapeau, bref la mascarade organisée. Mais elle ne souffle mot du problème intérieur sud-africain, qui ne subira aucun changement puisque Blancs et non-Blancs ne sont pas autorisés à s'opposer sur les terrains de l'Union, non conforme à la Charte Olympique dont c'est pourtant l'article fondamental : « aucune distinction ne doit être établie à l'égard d'un pays ou d'une personne pour des motifs de races, de religions ou d'attaches politiques ».

D'ores et déjà plusieurs pays africains ont décidé de ne pas participer aux Jeux d'été (Algérie, Ghana, Tanzanie, etc.) soutenus par d'autres Nations, notamment l'U.R.S.S. Il est fort probable que les athlètes noirs des Etats-Unis (ayant déjà menacé de boycotter les Jeux, la discrimination raciale existant au sein de l'équipe américaine) se solidariseront du mouvement (2).

Sans Africains, sans Russes, sans Chinois, sans les Coréens de la République Démocratique Populaire (qui ne veulent pas qu'on les appelle du « Nord », puisque ceux du Sud ne sont pas appelés « du Sud »), l'élite sportive pourrait se rendre au Cap, participer aux « Nouveaux Jeux de l'Empire Blanc »...

Alain ECHEGUT

(1) Voir « l'Equipe » du 5-2-1968.

(2) Le bureau exécutif du Conseil Supérieur du Sport en Afrique (C.S.S.A.) se réunira le 23 février à Brazzaville pour examiner la situation créée par la décision du C.I.O.

□ Israël : le sens d'une fusion

Depuis la guerre des six jours on parlait beaucoup en Israël d'une fusion organique entre les différents « partis ouvriers ». On espérait au début une fusion totale qui regrouperait le R.A.F.I., l'Achdout-Avoda, le M.A.P.A.I. et le M.A.P.A.M. Très vite des problèmes se posèrent que nous connaissons bien au P.S.U., les différents responsables du M.A.P.A.M. que j'ai rencontrés lors de mon séjour en Israël m'ayant déclaré d'une part qu'ils ne considéraient par le R.A.F.I. comme un parti

représentatif de la classe ouvrière, d'autre part qu'ils ne pouvaient envisager le principe d'une telle fusion tant que des problèmes essentiels n'auraient pas trouvé de solution commune.

Souvent annoncée, souvent ajournée, une fusion partielle vient de se réaliser dont le M.A.P.A.M. est absent. Il est permis de se demander alors que les divergences des leaders de ces formations sont connues, quel est le sens et la signification du Congrès de réunification qui vient de se tenir.

L'analyse théorique et l'expérience des événements qui ont suivi dans notre pays les grands espoirs de 1936 et de 1945 — ainsi que des expériences plus récentes en Europe — conduisent à regarder avec réticence toute fusion organique qui n'est pas l'aboutissement d'une discussion sur un programme commun de transition vers le socialisme.

Certes le débat politique en Israël se situe actuellement, non pas entre socialistes et non-socialistes, mais entre annexionnistes et non-annexionnistes, mais l'on peut espérer que la situation issue de la guerre ne durera pas éternellement et que, d'un façon ou d'une autre, elle trouvera une solution. L'intérêt de l'opinion publique se portera alors sur d'autres problèmes et en de telles circonstances il n'y a pas d'avenir pour une formation aussi hétérogène. Il est probable qu'après les prochaines élections, dans deux ans environ, on assistera à une scission du nouveau parti travailliste.

Un fait est significatif à cet égard pour qui connaît les structures politiques de l'Etat d'Israël. Parallèlement à la fusion des organes politiques on attendait la réunification du mouvement kibboutznik ; or celle-ci n'a pas eu lieu.

Cela signifie que chaque parti entend conserver le contrôle de ses kibboutz et les préserver de l'influence des autres, car c'est là que se recrutent leurs forces militantes.

Il est certain qu'il existe une volonté de réunification du mouvement kibboutznik, mais celle-ci n'aurait aucun sens en l'absence du M.A.P.A.M. qui en contrôle près de 40 %. A terme cela laisse peut-être prévoir un autre type d'unification entre le M.A.P.A.I., l'Achdout-Avoda et le M.A.P.A.M. Une telle fusion n'est pour l'instant pas possible en raison des divergences essentielles qui existent entre ces deux dernières formations. Nous souhaitons qu'elle ne se

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

fasse que lorsque des options claires seront offertes aux travailleurs israéliens, aussi bien dans les domaines intérieurs à Israël qu'en ce qui concerne la position israélienne vis-à-vis des territoires occupés et du problème des réfugiés.

Chacun entend donc préserver son avenir propre et conserver intact toutes ses chances de prendre le pouvoir, ou de le conserver. Cette fusion n'aurait donc qu'un sens tactique.

Pour le général Dayan, il s'agit de lutter contre l'actuel Premier ministre de l'Intérieur, et d'imposer au nouveau parti une ligne dure en ce qui concerne les territoires occupés. Pour M. L. Eshkol et M. Ebban, il s'agit de neutraliser le général candidat au poste de Premier ministre de l'Intérieur du parti.

On sait aujourd'hui que le ministre de la Défense et le ministre des Affaires étrangères s'affrontent régulièrement, mais il est difficile de prévoir qui des deux l'emportera. Un troisième homme pourrait surgir devant lequel M. Ebban s'effacerait : l'actuel Ambassadeur à Washington qui apprend là le métier d'homme politique, le général Rabbin.

A Moshé Dayan, premier vainqueur du Sinaï, les anti-annexionnistes opposeront sans doute le vainqueur de la guerre des six jours.

Jean-Pierre ANTEBI

A l'occasion du lancement de son mensuel

15 — DEMAIN

La 15^e section du P.S.U. organise :

Le mardi 27 février, à 21 h, au cinéma Saint-Lambert, 6, rue Pecllet
(Métro Vaugirard)

un

GALA DE VARIETES

LE CRAVERS
Maurice FANON

avec

Jacques YVART
Hélène MARTIN

Francesca SOLLEVILLE

□ L'Europe dans le doute

(suite de la page 1)

Ce qui vient de se passer à Paris doit être interprété en fonction des principales options du capitalisme européen.

Pour certains dirigeants et pour les milieux politiques qui partagent leurs analyses le capitalisme européen ne peut retrouver toute sa vigueur et sauvegarder son avenir que si les grandes sociétés sont en mesure de développer leur action sans entraves dans un immense marché « Atlantique » ; la bataille qui se livrera entre super-sociétés internationales sur ce marché permettra aux géants du pétrole, de la chimie, de l'électronique ou de l'automobile de donner à la concurrence et au progrès technique leur plein effet ; les États nationaux devront tout naturellement cesser d'imposer des objectifs particuliers ou des discriminations coûteuses.

Pour d'autres dirigeants et d'autres milieux politiques cette voie ne peut conduire le capitalisme européen qu'à être un secteur dépendant du capitalisme mondial comme il a déjà tendance à le devenir ; de plus cette situation risque de provoquer le retour des grandes crises mondiales d'avant 1938 et à déclencher des mouvements de protestation populaire qui remettraient en cause l'autorité même des classes dirigeantes. Il importe plutôt pensent-ils d'obtenir de chaque État national qu'il mette à la disposition des grands groupes européens les ressources financières nécessaires pour combler leur handicap à l'égard des puissantes firmes d'outre Atlantique et qu'il les aide à réformer leurs structures et leurs méthodes de gestion ; les États européens se concertant à leur tour entre eux pour mettre l'économie européenne à l'abri des trop grandes secousses ou des trop fortes concurrences.

Les représentants du premier courant sont évidemment favorables à l'exécution complète des décisions du Kennedy-Round et à l'entrée rapide de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, étape essentielle dans l'élargissement de la zone de libre échange. Les seconds sans être hostiles à l'adhésion anglaise aimeraient que la Grande-Bretagne souscrive d'abord à des règles du jeu très précises, ce qui permettrait de la considérer comme un bon partenaire de la Communauté.

En Allemagne, M. Schroeder, ancien ministre des Affaires étrangères, passe pour le leader du « lobby américain » qui s'exprime dans une grande partie de la presse ; en France le même courant atlantique trouve moins d'appuis explicites ; pour se développer il lui faudrait d'abord renverser l'obstacle gaulliste favorable à la 2^e conception capita-

liste et ensuite tenir compte de la répugnance de nombreux dirigeants d'entreprises à abandonner le cadre prospecteur national comme à accepter que les décisions de leurs entreprises soient prises en dehors de leur influence et suivant le modèle de développement américain.

Les raisons du compromis

Le choix fait à Paris va dans le sens du deuxième courant. Cela ne surprend pas pour ce qui concerne le gouvernement français ; en revanche le ralliement — même provisoire — des Allemands mérite quelques explications. Trois facteurs peuvent être dégagés.

D'abord, il n'est pas sûr que le gouvernement de M. Kiesinger était ravi d'avoir à supporter le choc d'une adhésion de la Grande-Bretagne. Pour l'immédiat celle-ci impliquerait une aide monétaire et peut-être financière importante ; pour le proche avenir elle apporterait la concurrence de trusts industriels qui ne paraissent handicapés que par le rétrécissement des marchés sur lesquels ils exerçaient traditionnellement leur influence et qui pourraient se révéler fort dangereux s'ils n'étaient plus limités par une politique bancaire et budgétaire restrictive.

En second lieu, cette appréhension a été renforcée par ce qui s'est passé en Allemagne en 1966-1967 : 18 mois de récession, 500.000 chômeurs, cela fait réfléchir. Le gouvernement allemand a eu quelque peine à faire redémarrer l'activité économique, il n'aimerait pas être contraint de la freiner bientôt ; il estime donc qu'il faut écarter le danger le plus grave, celui d'une alternance brutale entre chômage qui finirait par miner l'édifice politique allemand en favorisant les développements des courants extrémistes de gauche (renaissance d'un vrai parti socialiste) ou de la droite (montée d'un nouveau fascisme).

Pour parvenir à cette « régularisation » du cours économique les responsables de Bonn ont développé en Allemagne même une programmation financière et une politique des revenus ; mais, cela n'aura de portée que dans la mesure où les pulsions extérieures ne seront pas trop anarchiques... D'où l'idée de n'accueillir la Grande-Bretagne qu'avec des précautions, c'est-à-dire très progressivement, en commençant par des accords limités, et aussi l'idée de « concerter » le développement de la C.E.E. avec le principal partenaire, la France.

Mais il resterait encore à définir les réalisations de cet ensemble que les deux gouvernements espèrent en croissance harmonieuse avec la toute puissante économie américaine. Or, ici on assiste à un troisième phéno-

mène qui est un peu passé inaperçu alors qu'il a été au cours des entretiens franco-allemands bien plus que le problème britannique, et qui doit être bien repéré car il va progressivement dominer la scène internationale : c'est l'affrontement entre la C.E.E. et les U.S.A.

L'affaire de la T.V.A. allemande

La guerre du Vietnam fait peser sur l'économie américaine une menace de plus en plus insupportable et ceci devient chaque jour plus évident pour les experts du monde entier. La poursuite de cette guerre comme son arrêt font peser sur l'économie internationale des menaces qui inquiètent le monde entier, Russes compris.

Les Américains, dès lors, cherchent à rendre solidaires les Européens et s'irritent de leur manque de coopération. L'affaire de la T.V.A. allemande, après les harcèlements monétaires, a porté leur irritation à son comble : au 1^{er} janvier les Allemands ont remplacé leurs vieilles taxes par une moderne et unique taxe à la valeur ajoutée ; du coup le prélèvement fiscal à l'entrée en Allemagne s'en est trouvé modifié ; il a augmenté, prétendent les Américains : « cela va freiner nos exportations, donc réduire encore nos recettes en devises, donc aggraver encore notre problème monétaire ».

Ils ont donc menacé les Européens de créer une taxe spéciale à l'importation aux U.S.A. et de financer avec le produit de cette taxe une ristourne aux exportateurs. Cela serait une forme camouflée de dévaluation partielle.

Cet incident s'arrangera peut-être mais à son occasion les Allemands ont d'avantage pris conscience de la désorganisation d'un système économique dominé par les Américains. Si la guerre s'intensifie les Américains vont être inéluctablement conduits au contrôle des changes, aux dévaluations déguisées et aux différentes formes de chantage qu'ils sont en mesure d'exercer sur leur « alliés ». Si la guerre venait à cesser la perturbation sur l'économie mondiale, serait de nature différente mais au moins aussi grande.

De toutes manières il importe de plus en plus aux Européens de se concerter pour éviter de subir par trop les retombées fâcheuses de la politique américaine.

Un colloque sur l'Europe

C'est dans ce contexte que des hommes de gauche vont se réunir à Cachan pour parler de l'Europe sur l'invitation du mouvement de la gauche européenne et du Comité d'initiative de Grenoble.

Ces hommes prendront quelque recul par rapport à l'événement mais devront porter un jugement sur l'attitude la plus logique pour des socialistes quant à l'insertion de la France dans l'Europe.

Or on s'aperçoit que là aussi un clivage existe. Pour les uns qui se

trouvent surtout parmi les membres de la « Gauche européenne », il ne peut y avoir de salut que dans une Europe politiquement et économiquement unie, entretenant des relations pacifiques mais vigilantes à l'égard des deux grands de ce monde sans cependant sortir du cadre atlantique et mettant sa puissance nouvelle au service de la paix et de la liberté. Ils conclurent comme Claude Fuzier : « une fois la bourrasque gaulliste passée la marche en avant reprendra d'un bon pas ».

Pour les autres, parmi lesquels nous vous comptons, le problème essentiel est de savoir si dans l'état actuel des choses une Europe unie serait capable de permettre de favoriser des initiatives socialistes et d'opposer au modèle américain dominant une voie de développement originale. Répondant avec prudence mais plutôt par la négative, et tout en reconnaissant que seule une « puissance européenne » peut contribuer à mettre en cause l'exercice actuel du pouvoir mondial par les U.S.A., ils cherchent comment contrebalancer tout accroissement de pouvoirs européens bénéficiant au capitalisme par un accroissement des pouvoirs de contrôle des forces démocratiques.

On dira que les premiers sont anglophiles ou américanophiles et les seconds gaullistes ; renvoyons dos à dos ces critiques peu avisées pour poser les deux problèmes réels.

Le premier est celui de déterminer avec autant de précision que possible les précautions et les sauvegardes dont une expérience socialiste a besoin pour pouvoir se développer à partir d'un des pays d'Europe, et dans quelles conditions son développement peut être compatible avec le renforcement de la Communauté européenne. C'est ce que le colloque tentera d'approfondir.

Le deuxième problème est celui de l'unité de la gauche, étant donné qu'il y a entre le parti communiste et les dirigeants de la F.G.D.S. un clivage très net sur l'urgence de trouver les voies d'une solution qui permette tout de même l'action commune contre les plus graves défauts de la construction européenne dans son étape actuelle sans préjuger les solutions définitives. Il nous semble qu'il y a à cet égard dans le rapport présenté par Robert Frossard un point de départ qui mérite une très large attention.

Ne nous méprenons pas sur l'importance de l'enjeu. La dimension européenne affecte aujourd'hui tous les aspects de notre politique économique et sociale. Les arbitrages seront constants et ne pourront être rendus que si la gauche unie a une politique homogène. Ce n'est pas encore le cas. Il n'y a pas d'autre voie pour y parvenir que celle qui consiste à préciser dans quelles conditions l'effort européen peut être un des moyens du socialisme, et à multiplier les rencontres entre forces socialistes européennes pour harmoniser les combats qu'elles mènent. □

Employées de maison

Celles qui lavent la vaisselle

Jacques Ferlus

Si la petite employée de maison du XVI^e arrondissement a terminé plus tôt sa vaisselle samedi soir, ce n'était pas, comme l'a pensé « madame », pour aller au bal ou au cinéma. « Elles sont gentilles mais elles n'ont pas d'idée » disent les dames du XVI^e quand elles parlent des rapports avec leurs employées, vers cinq heures, en prenant le thé.

Elles sont gentilles en effet ces demoiselles qui arrivent en grand nombre de toutes les régions de France et de l'étranger pour servir dans les maisons bourgeoises. Quant à ne pas avoir « d'idée », les dames du XVI^e devront sûrement réviser leur point de vue. Elles auraient dû assister au meeting des employées de maison, organisé samedi dernier à Issy-les-Moulineaux, par la C.F.D.T.

Si les employées de maison se sont dépêchées de finir leur travail ce jour-là, c'est pour se retrouver avec mille de leurs collègues dans ce meeting. A dire vrai, cette joyeuse troupe qui parlait plusieurs langues, semblait être venue avant tout pour les chansons espagnoles de Paco Ibañez et les hurlements yé-yé de Michel Mallory.

Mais tout se trouva changé lors-

que quelques-unes de leurs collègues ont commencé à parler de leurs conditions de travail : les douze ou treize heures par jour, les conditions inhumaines de logement, les vexations. Alors on a senti qu'une communication profonde s'établissait entre tous les participants, rythmée par les applaudissements approbatifs. On était entre gens qui se connaissaient bien, entre amis.

Un sombre tableau

Alors on pouvait parler de l'avenir, de l'espoir. Pour cela il suffisait de s'appuyer sur les travaux de l'Assemblée Générale des Employées de Maison C.F.D.T., qui se tenait en même temps et qui regroupait 150 déléguées venues de toute la France.

Toutes veulent faire de leur métier une profession. On est surpris par tant de détermination lorsque l'on sait combien elles sont isolées dans leur travail, combien il leur est difficile de se rencontrer car il est rare d'avoir ses heures de loisir en même temps. La situation des employées de maison est bien différente de celles des autres travailleurs qui sont le plus souvent regroupés à plusieurs dans les usines et les bureaux.

Depuis longtemps déjà, les demoiselles en tablier, ont pris conscience du degré élevé de leur prolétarianisation : selon le bon plaisir de leur « patronne » elles peuvent, du jour au lendemain, se trouver à la rue, sans un toit pour dormir ; leur petit salaire les oblige à accepter la robe qui ne plaît plus à « Madame » ; elles sont assurées, dans l'état actuel des choses, d'avoir à travailler bien au-delà de 65 ans, comme c'est le cas pour une de leur collègue qui, à 70 ans, doit chaque jour monter cinq étages à pied, par l'escalier de service, l'ascenseur lui est interdit même s'il est ouvert aux chiens de ses employeurs. On pourrait donner des centaines d'autres exemples, la C.F.D.T. envisage d'ailleurs de publier un livre blanc (ou noir) sur les employées de maison.

Des aspirations légitimes

Il n'empêche que, peu à peu, grâce à l'action syndicale, la profession s'organise. Ce sont les conventions collectives qui se signent dans plusieurs départements. Ce sont les accords sur les retraites complémentaires, que les employées commencent à obtenir, qu'elles soient basées sur le salaire réel et non sur le forfait. Ce sont des débuts de discussion sur la formation professionnelle.

Mais le tableau des revendications est encore bien rempli. Les horaires de travail ne devraient pas, selon la C.F.D.T., dépasser les 54 heures par semaine. Actuellement, nombreuses sont celles qui fournissent plus de 70 heures par semaine. Les salaires ne devraient pas être inférieurs à 600 F par mois. Quant au logement,

les employées de maison voudraient voir se terminer l'époque des chambres sous les combles fournies par les employeurs. Elles aspirent à avoir leur logement, payer leur loyer.

Tout cela constitue un travail, un combat long et laborieux. La profession sera difficile à organiser car il faut considérer le paternalisme des employeurs, il faut savoir que les employées de maison se recrutent en France chez les jeunes filles sans formation ou qui ne trouvent pas de travail. Il y a aussi les immigrées dont le nombre toujours croissant oblige à réadapter constamment l'action syndicale. Malgré ce, on ne fait aucune discrimination, au contraire on lutte pour se donner des conventions collectives fortes qui garantissent le combat syndical et les conditions de vie des employées, qu'elles soient françaises ou étrangères.

C'est ce qui a été dit dans ce meeting de l'espoir. Mais il fallait faire un pas de plus à toutes ces demoiselles. Il fallait les assurer du soutien de l'ensemble des travailleurs. Il fallait leur faire sentir la nécessité de leur participation au combat ouvrier. C'est ce que fit, au nom de la C.F.D.T., Gilbert Declercq, en insistant notamment sur la dignité des travailleurs qui est la chose primordiale à défendre et à respecter.

La vie continue. Dans les maisons bourgeoises, Madame est toujours servie, c'est tout ce qu'elle demande. Car que peut-elle attendre d'autre de la petite Carmen, qui « est bien gentille mais qui n'a pas d'idée » ? En êtes-vous bien sûre, chère Madame ? □

Agriculture

Réflexions paysannes

Jean-Lucien Aguié

La revue « Paysans » nous a habitués à une étude sérieuse et sincère des sujets agricoles d'actualité. Son dernier numéro (n° 68) analysant les colères paysannes d'octobre dernier va très loin. Il pose en termes clairs les causes du malaise dont on parle depuis longtemps et qui vide peu à peu la paysannerie de sa substance. Malaise que l'on laisse planer en attendant de voir... Des solutions, dans ce domaine difficile, sont proposées, non moins clairement. La revue « Paysans » a fait appel, pour rédiger ce numéro, à plusieurs responsables agricoles. Cette juxtaposition de points de vue en fait la valeur. Quiconque s'interroge peut trouver soit la réponse à ses préoccupations, soit matière à réflexion.

Marcel Faure pose le principe du combat syndical dans « sa volonté de trouver une issue » face à « ce système qui aboutit à ce que l'agriculture est de plus en plus cernée par un pouvoir capitaliste de type

oligopolistique et même monopolistique ».

Michel Debatisse, le nouveau secrétaire général de la F.N.S.E.A. dans un « plaidoyer pour un véritable projet économique » nous dit combien le « social » est lié à « l'économique ». Les agriculteurs les moins avancés, effectivement dominés, voire colonisés, sont « prisonniers » de l'économie moderne. Mais, Debatisse pense-t-il que les bien-nantis aideront, de plein gré, au progrès des mal-évolués. Il faudrait vraiment que ces hommes soient « humanisés » !

Lucien Douroux, directeur administratif du C.N.J.A., s'appuyant sur le rapport de Raoul Serieys qui distingue trois agricultures relevant de mesures différenciées, nous propose ses réflexions sur la politique agricole actuelle. Trois critiques essentielles : mauvaise orientation des productions, coût financier élevé de l'aide à l'exportation qui n'améliore

pas le sort des plus défavorisés, et enfin, dépérissement voulu des régions périphériques.

Il préconise une politique de développement régional et une action sur les facteurs de production : Terre, Capital, Travail.

« Vers quelle Europe » s'inquiètent les organisations agricoles de l'Ouest par la plume de Jean Delouest, qui voit, précisément, dans la politique communautaire actuelle, l'abandon des régions périphériques. C'est un appel vibrant qu'elles lancent à tous les militants : « Nous demandons à tous les responsables qui liront cet article de nous aider dans le combat que nous avons engagé... Pour nous il s'agit du développement de toutes les régions... en définitive de tous les hommes et non pas du développement aveugle des techniques de l'économie et finalement d'un capitalisme inhumain. »

Pour une politique régionale encore avec Clavel, Ropars et Lafont, ce dernier auteur d'un incomparable livre sur le développement régional : « Dans la logique du système capitaliste auquel l'Etat se trouve lié, les puissances accroissent leur puissance, l'argent va à l'argent et la situation coloniale s'aggrave, et cela sans profit pour le corps national, bien au

contraire. » Que faire ? « Il n'y a pas de solution purement agricole des problèmes agricoles. La seule solution cohérente est un développement harmonieux de tous les secteurs économiques et sociaux. » La maturité politique paysanne apparaît dans ses revendications qui laissent bien loin les préoccupations corporatistes des notables de jadis : « L'industrialisation des régions est donc une revendication paysanne ».

Jean Laforêt brosse le tableau de l'aviculture, laquelle se débat dans les griffes d'un capitalisme qui l'enferme de plus en plus.

N'oublions pas Pierre Castel qui, analysant la situation agricole conclut à une action « simultanée paysans-ouvriers » sans oublier, dit-il, « que les problèmes professionnels engagent, à travers les choix économiques, des choix politiques qui concernent l'ensemble des citoyens ».

Ce numéro de la revue « Paysans », par la voix des responsables qui s'y expriment, est un véritable réquisitoire, ne ménageant pas les responsabilités là où elles sont, et proposant des solutions hardies. Des tabous se renversent. Cela permettra-t-il d'ouvrir la voie aux solutions véritables ? □

Schéma de Paris

Premier diagnostic

Georges Gontcharoff

Le Schéma Directeur de la Ville de Paris vient d'être présenté aux Conseillers Municipaux et à la presse. Ce gros document nécessitera, bien entendu, une prochaine longue étude qui n'exclut pas une première série de réflexions qu'il faudra développer.

Le Schéma Directeur est une mine immense et très précieuse de renseignements chiffrés de tous ordres concernant la capitale. Cette première partie du texte constitue une base de travail irremplaçable. Mais c'est, bien entendu, aux chapitres concernant les options d'avenir que nous nous intéresserons ici.

On peut dire que les options du Schéma s'articulent toutes autour du choix fait à propos de l'emploi. La tendance naturelle est à la diminution du nombre d'emplois secondaires (c'est-à-dire industriels) et à l'augmentation du nombre d'emplois tertiaires, tandis que le total de la population resterait sensiblement stable. Le Schéma Directeur se résigne à laisser s'opérer ces glissements spontanés, en affirmant avec force sa volonté de les canaliser dans certaines zones et dans certaines limites, mais en n'indiquant pratiquement pas les moyens juridiques et financiers de l'exercice de cette volonté. Là réside probablement la critique essentielle qui rejoint tout ce que nous avons pu dire de l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis des puissances privées.

Pour assurer un équilibre socio-professionnel de la capitale, on veut limiter l'hémorragie industrielle en opérant une sélection entre les établissements indésirables et les établissements à fixer et à développer. Mais on n'indique pas du tout de quelle manière on fera pression sur le patronat pour qu'il procède de lui-même à cet assainissement, pour qu'il crée dans Paris des industries très modernes, techniquement en pointe, utilisant une main-d'œuvre très qualifiée, classée aux limites du secondaire et du tertiaire.

Hérésies

On veut fixer le développement du tertiaire selon certains « pôles », rassemblant 20 000 à 40 000 emplois, dont on indique même la localisation et l'échéancier : pôle gare de Lyon-gare d'Austerlitz de 1970 à 1980, pôle Nation-Richard-Lenoir et pôle porte Maillot de 1980 à 1990, pôle Batirolles et pôle porte de Bagnolet de 1990 à 2000. Mais, dans le même temps, on se révèle totalement incapable d'empêcher la création diffuse d'un nombre considérable d'emplois de bureaux. On se montre impuissant

à empêcher la transformation, souvent occulte, de près de 100 000 m² de logements en bureaux, par an. Pire, on ne peut empêcher la création d'autres pôles, non planifiés par le Schéma. On n'indique pas quelles modifications de la réglementation, en vigueur seraient nécessaires pour rendre impératives les localisations du Schéma, c'est-à-dire pour empêcher le patronat de s'installer là où il trouve le maximum de profit spéculatif et de commodités immédiates, plutôt que là où des autorités, légalement impuissantes, lui demandent d'aller. Ainsi, le pouvoir contribue lui-même et au fur et à mesure à la destruction de ses propres plans, en multipliant les dérogations, en donnant son accord et même sa participation financière à des opérations qui n'entrent pas dans le cadre de ses options : 250 000 m² de bureaux à Maine-Montparnasse, 150 000 m² de bureaux sur le « Front de Seine » du XV^e arrondissement, 300 000 m² de bureaux dans la restructuration de l'avenue d'Italie, 300 000 m² de bureaux dans le périmètre des Halles, autant d'hérésies par rapport aux volontés affirmées. L'Etat donne le plus mauvais exemple par l'inadmissible implantation du Ministère des Finances aux Halles.

Quelle crédibilité accorder alors aux principes souvent justes et généreux avancés par le Schéma Directeur ? Ce n'est pas le libéralisme vis-à-vis d'un capitalisme avide de profit qui permettra le rééquilibrage de l'Est de la capitale, si démunie en emplois, surtout tertiaires, et qui empêchera le glissement continu de l'agglomération vers l'Ouest. Ce n'est pas le « laisser-faire » qui arrêtera l'hypertrophie du centre des affaires qui connaît déjà l'une des plus fortes densités d'emplois du monde et qui donne lieu, chaque jour, à de folles et épuisantes « migrations alternantes » des travailleurs.

Les bons sentiments ne font pas l'urbanisme

Ce ne sont pas des bons sentiments qui assureront l'équilibre de Paris et de sa banlieue. Notons, au passage, à quel point il a été absurde de présenter séparément le Schéma Directeur de la Région Parisienne et le Schéma Directeur de Paris. En juillet 1965, le premier document ne disait à peu près rien de Paris « intra muros ». En février 1968, le second est muet sur les problèmes de la banlieue. Cela est d'autant plus grave que la limite administrative de la capitale apparaît aujourd'hui comme



Il y a loin de la miniature à la grandeur nature.

A.F.P.

une séquelle historique totalement arbitraire et qu'on pourrait relever, entre les deux textes, des contradictions graves. A propos des emplois, par exemple, faut-il parler de concurrence ou de répartition des tâches entre Paris et la banlieue ? On a l'impression qu'avec tous les emplois tertiaires que l'on veut créer dans le périmètre de Paris-Ville, et surtout avec tous ceux qui s'y développent spontanément, il ne sera pas possible de faire naître les nombreux emplois tertiaires dont on voulait ensemençer la banlieue et en particulier les villes nouvelles. Déjà les opérations de bureaux dans Paris font reculer sans cesse l'opération de la Défense, aux immeubles-tours si difficiles à vendre. Comment trouvera-t-on le financement des bureaux de Cergy-Pontoise ?

Chapitre par chapitre, on peut relever la même incohérence fondamentale. On reconnaît que les opérations de rénovation signifient, le plus souvent, la mort de l'artisanat qu'il soit marginal ou rentable ; mais on n'indique pas les vrais moyens de sauver une forme de production qui est dans la tradition de Paris. On reconnaît le rejet des jeunes ménages et des classes sociales les plus modestes vers une lointaine couronne banlieusarde périphérique et la transformation de Paris en une résidence de riches ; mais on n'indique nulle part à quel prix législatif et financier, il serait possible de construire des logements sociaux dans Paris (on en a édifié 787 en 1966, soit 7,85 % du total de la construction). On reconnaît que Paris est l'une des capitales qui manque le plus d'espaces verts et d'équipements sociaux ; mais on laisse les promoteurs privés boucher les derniers trous d'aération du

tissu urbain, tandis que la puissance publique étale une carence quasi-totale à équiper les quartiers en centres sociaux et culturels.

Cas par cas, le Schéma Directeur de Paris indique assez clairement un bon diagnostic, mais ne dit pas quel remède urgent il faudrait appliquer au malade.

En fait le développement de Paris est le reflet des mécanismes du marché qui aggravent toutes les distorsions géographiques, économiques et sociologiques. Les belles options du Schéma Directeur ne sont que des vœux pieux. Le seul problème est dans le contrôle et la maîtrise impérative des densités d'habitat et d'emploi, c'est-à-dire encore dans le contrôle impératif de la rente foncière. Quand l'Etat construit, à grand prix, le métro express régional, il assure une plus-value immense aux propriétaires de tous les terrains et de tous les locaux situés à proximité des stations. Le seul problème est de savoir comment l'Etat pourrait, par des finances locales totalement remodelées, récupérer cette plus-value et utiliser ces immenses ressources nouvelles à la mise en œuvre de sa planification. On ne peut attendre du pouvoir gaulliste qu'il s'attaque d'une manière aussi décisive aux forces sociales qui le soutiennent.

C'est pourtant à ce prix seulement que l'on pourrait faire de Paris une capitale plus harmonieuse, plus humaine, dédensifier considérablement certains quartiers, en remodeler d'autres, augmenter les espaces verts, rationaliser les trafics, réduire les migrations quotidiennes des travailleurs, bref bâtir un Paris fait pour l'homme et non pour le profit, un Paris qui ne pourra être réalisé que par un pouvoir socialiste. □

Lettres de Rome

Des accords P.C.I. - P.S.I.U.P...

Bruno Grimi

Rome - Janvier.

Après quatre années de conjuration du silence la prétendue presse d'information a accordé beaucoup de place aux dernières positions du P.S.I.U.P. (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne) ayant trait à l'accord électoral P.C.I.-P.S.I.U.P. pour des listes électorales communes lors des élections sénatoriales qui auront lieu au mois d'avril. Il est presque superflu d'indiquer que les commentaires parus dans les journaux de différentes tendances (mais tous représentant des nuances du centre-gauche) cherchent à accuser le P.C.I. de manipulations opportunistes. Selon eux les dirigeants communistes auraient voulu l'accord pour se couvrir sur la gauche et les dirigeants du P.S.I.U.P. de leur côté l'auraient voulu « pour replacer le parti dans une zone politique plus réaliste, en éliminant de cette façon les franges extrémistes qui surtout en 1967, n'ont pas hésité à critiquer le P.C.I. pour sa politique réformiste et pour ses tentatives de dialogue avec « l'establishment » en vue d'une insertion éventuelle dans la majorité gouvernementale. »

Nous essayons de voir plutôt quelle signification a, de l'intérieur, l'accord P.S.I.U.P.-P.C.I., signification que l'on peut découvrir par une analyse des faits qui l'ont précédé et qui l'ont caractérisé au moment de la signature. Surtout au cours de l'automne dernier on a parlé plusieurs fois de la possibilité d'un tel accord, sans que, pourtant, les organismes responsables du P.S.I.U.P. et du P.C.I. donnent une confirmation officielle. Le comité central du P.S.I.U.P. réuni à la mi-décembre se trouva toutefois devant une proposition de la direction du parti visant à sonder le groupe dirigeant du P.C.I. sur des listes communes pour le Sénat. Les membres du C.C. furent divisés et la réunion se conclut par la décision de renvoyer le problème aux comités directeurs des fédérations et de ne prendre une décision définitive qu'après cette consultation.

Une semaine après, la situation des dirigeants partisans de l'accord était loin d'être facile. Le problème en fait divisait le parti : plus de 40 % des fédérations s'exprimaient contre l'accord en fonction de motivations diverses (nécessité d'une politique autonome du parti, impossibilité de faire une campagne électo-

rale commune, les thèmes du P.S.I.U.P. étant différents de ceux du P.C.I., nécessité pour le P.S.I.U.P. de compter ses propres forces, critique de la politique « réformiste » du P.C.I., etc.).

Cette situation se refléta au C.C. suivant, où 23 membres sur 70 présents votèrent contre l'accord.

Au niveau de la base des fédérations

Mais au-delà de ces faits, il est bon de remarquer que la décision de présenter des listes communes pour le Sénat a suscité une sorte de fracture au sein des socialistes unitaires. Il ne faut pas oublier en effet qu'au niveau de la base des fédérations importantes comme celles de Milan, Turin, Gênes, Trieste, etc. se sont prononcées contre l'accord, qu'au niveau du comité central cette opposition a été partagée par des dirigeants prestigieux comme Lelio Basso (président du comité central), Vittorio Foa (secrétaire national de la C.G.I.L.), Gino Guerra (secrétaire national adjoint de la C.G.I.L.), Lucio Libertini (responsable de la commission économique de la direction du parti), Piero Ardeni (directeur de « Mondo nuovo », hebdomadaire officiel du parti) et de beaucoup d'autres dirigeants, parmi lesquels les secrétaires régionaux du Piémont, de la Lombardie et de la Ligurie, c'est-à-dire de régions très politisées. Cette fracture n'a pas déterminé il est vrai la création de courants d'opposition, mais elle est une réalité dont le groupe dirigeant du parti (Vecchietto et Valori en particulier) ne peut pas ne pas tenir compte.

Ces décisions du C.C. du P.S.I.U.P. ont été de nouveau discutées au cours de la conférence nationale d'organisation tenue à Rome à la mi-janvier, conférence qui fut en fait une sorte de congrès où le parti a fait le point non seulement de la situation organisationnelle, mais a aussi préparé la prochaine consultation électorale. Il s'agit d'une bataille qui s'annonce particulièrement dure, car le centre-gauche, malgré les scandales et les dénonciations qui apparaissent tous les jours dans la presse (et pas seulement dans la presse d'opposition) a plus que jamais l'intention de maintenir ses positions de force tout en continuant à faire payer aux travailleurs le lourd prix de la réorganisation économique capitaliste.



Revendications sans frontières.

A.F.P.

... à l'expérience centre-gauche

Rome - février.

La cinquième législation de la République italienne est en train de se terminer. En fait on est déjà en période électorale. Les derniers actes officiels du gouvernement de centre-gauche n'ont certainement pas été brillants. A plusieurs reprises le président du conseil Moro a posé la question de confiance sur l'affaire de la SIFAR (Service de renseignements des forces armées) pour empêcher une enquête parlementaire qui risquait de révéler des choses désagréables pour les représentants du régime.

De plusieurs côtés, en particulier du côté de la gauche, on tente de faire croire, en ce moment, que le bilan du gouvernement de centre-gauche est un bilan de faillite. A notre avis ce jugement n'est pas exact, certes, non pas parce que le centre-gauche a obtenu des résultats satisfaisants, mais parce qu'il a réussi à atteindre les buts qu'il s'était fixés depuis le début de la législature. Les groupes patronaux italiens ne désiraient en fait pas autre chose que ce que le gouvernement a réussi à réaliser au cours de ces cinq années.

L'expérience du centre-gauche, au moins selon ses partisans de bonne

ou de mauvaise foi, devait être la jonction historique des catholiques et des socialistes, jonction qui devait permettre une participation plus large des masses à la gestion des affaires publiques. En réalité, cette expérience s'est résumée à une jonction de sommet entre social-démocrates et démocrates-chrétiens en vue de stabiliser le système capitaliste.

Essayons de récapituler de façon synthétique les motifs qui ont poussé à la formation du gouvernement de centre-gauche. Le conservatisme réactionnaire qui avait caractérisé les années 1950 n'était plus adapté à un développement économique qui se rapprochait de plus du niveau européen occidental. A l'image de l'Etat-policier il fallait en somme substituer l'image d'un Etat (qui même si à l'occasion il n'hésitait pas à utiliser la matraque) cherchait à contenir à l'origine les luttes sociales. Et quel meilleur moyen existait-il de réaliser un tel programme que l'embrigadement des syndicats ? C'est le résultat auquel a abouti la participation du P.S.I. au gouvernement. Les représentants social-démocrates au sein du syndicat unitaire (C.G.I.L.) ont appuyé à fond la programmation capitaliste, tout en

conditionnant dans un sens modéré les autres forces de la C.G.I.L., c'est-à-dire en poussant pour qu'il y ait moins de mordant dans les luttes et un peu plus de marge de manœuvre pour les patrons. Les résultats de cette politique apparaissent lorsqu'on jette un coup d'œil sur les statistiques officielles sur la production et l'emploi : à une augmentation verticale de la production (exploitation accrue) correspond une diminution progressive et constante de l'emploi.

Une opposition de circonstances

Ce problème est en train de devenir explosif, surtout si l'on pense que la soupape de l'émigration qui a résolu pendant des années les problèmes italiens est pratiquement exclue en fait on assiste, à un retour des travailleurs émigrés). L'association des patrons prévoit pour 1970 un million de chômeurs, ce qui veut dire qu'il y en aura beaucoup plus. Mais cela n'empêchera pas l'économie italienne de progresser et de devenir — du moins au niveau européen — encore plus compétitive. En réalité les chômeurs serviront de moyen de pression sur les travailleurs pour maintenir les salaires à un bas niveau, c'est-à-dire serviront à accroître les inégalités sociales.

Un autre motif à l'origine du centre-gauche était de rompre le front ouvrier. On ne pouvait certes pas dire qu'il s'agissait d'un front homogène, mais il s'agissait d'une opposition qui dans des circonstances déterminées (les manifestations de juin 1960 qui firent tomber le gouvernement clérico-fasciste de Tambroni) était en mesure de faire trembler l'ordre établi. Cette rupture du front ouvrier (nous ne voulons pas tellement parler du sommet, mais de la base) peut être considéré par les forces modérées qui gouvernent l'Italie depuis la Libération comme leur plus grand succès. A la formation du gouvernement de centre-gauche (décembre 1963) correspond en janvier 1964 la scission du P.S.I. et la formation du P.S.I.U.P. Trois ans après environ (octobre 1966) les forces restées dans le vieux P.S.I. fusionnent avec le P.S.D.I. (social-démocrate) pour donner naissance au P.S.U. Ainsi la marge de l'opposition de gauche tombe de 40 à 30 %. Un beau résultat pour les « modérés ».

Quels étaient les traits caractéristiques du centre-gauche ? Comme nous l'avons déjà dit, selon son programme, il devait mener à une plus large gestion du pouvoir politique

et économique. A ce sujet, il faut rappeler que l'unique expérience de nationalisation effectuée par le centre-gauche, celle de l'énergie électrique, a été littéralement désastreuse. Le trust financier qui gérait l'énergie électrique a été tellement bien indemnisé pour l'« expropriation » subie que dans l'espace de quelques années, avec l'argent obtenu, il a réussi à devenir le plus grand trust de l'industrie chimique.

La programmation économique était un des autres points saillants de l'orientation de centre-gauche. A l'origine, on la définissait comme une programmation démocratique. Mais les démocrates chrétiens réussirent à mettre à l'écart le ministre du budget, jugé trop maximaliste. Aujourd'hui, la programmation, sous la tutelle du modéré Picracchini (P.S.U.), s'appelle programmation tout court. Quelques secteurs de gauche s'accordent pour affirmer que cette expérience aussi a fait faillite. Nous ne le pensons pas. La programmation telle qu'elle existe est exactement ce que le gouvernement désirait. Le reste, les belles paroles, n'étaient que fioritures. Personne, parmi ceux qui connaissaient la nature réelle du centre-gauche, ne pouvait croire que le pays marcherait vers la socialisation des secteurs productifs d'importance majeure.

Quel bilan peut-on tirer

En réalité, la programmation n'était et n'est qu'une participation plus dynamique de l'Etat au pouvoir économique. Les grands groupes économiques (avant tout la Fiat et la Montecatini-Edison) agissent de concert avec l'Etat pour leur développement alors que les entreprises à participation étatique appuient en totalité les programmes des grands complexes industriels. De cette façon, l'Etat se confond avec les trusts qui ainsi se renforcent. Ce n'est pas un hasard si les journaux de la grande industrie, après un moment d'hésitation, appuient complètement le centre-gauche. En somme, l'Etat est devenu entrepreneur avec tout ce que cela signifie.

Mais quel bilan politique peut-on tirer de ces quelques années du nouveau régime ? (nouveau seulement façon de parler, car ce sont toujours les anciennes forces qui dirigent, sans doute avec un plus grand dynamisme, le pays). La coalition sort totalement discréditée de cette expérience.

Il suffit d'un seul exemple : la question de la SIFAR à laquelle nous avons fait allusion au début de cet article. En juillet 1964, un géné-

ral des carabinieri, évidemment inspiré par les milieux politiques (et par le président de la République d'alors, Antonio Segni, démocrate-chrétien et réactionnaire notoire), avait préparé un coup d'Etat. Pour assurer la réussite, selon un schéma appliqué en Grèce le printemps dernier, di Lorenzo (il s'agit du général en question) avait préparé une série de listes sur lesquelles figuraient les noms des représentants de la gauche qui devaient être arrêtés et déportés en camps de concentration à l'heure H. Tout cela fut révélé par le reportage d'un journaliste qui révéla les noms des responsables, et en premier lieu celui de l'ancien président de la République Segni. L'affaire fut naturellement discutée à la première page des journaux et par tous les Italiens pendant plusieurs mois. Pour sa part, le gouvernement, Moro et Nenni en tête, nia toute responsabilité dans l'affaire. Mais au moment crucial, le gouvernement lui-même refusa une enquête parlementaire qui aurait pu faire la lumière en balayant les doutes (par ailleurs assez consistants) sur la participation de membres du gouvernement actuel. Après trois votes de confiance, la loi du silence du régime a prévalu. Il est par conséquent permis de penser que Moro et Nenni ne veulent pas découvrir les coupables et il est même permis de penser que Moro lui-même n'est pas totalement étranger à l'affaire.

Ouvriers et étudiants

Pour le reste, les luttes ouvrières continuent sans doute avec un peu moins de vigueur. L'Italie est le pays du Marché commun dans lequel il y a eu le plus de grèves en 1966 et 1967. L'Université (cinq universités sont occupées par les étudiants au moment où nous écrivons) est secouée parce que les plans de démocratisation des études ne sont pas respectés alors que s'accroît la pression réactionnaire dans les lycées, tant pour ce qui concerne les programmes d'études que pour ce qui concerne les enseignants.

Ce sont quelques exemples qui sautent aux yeux de celui qui examine la situation actuelle de l'Italie du centre-gauche. Mais cela ne veut pas dire que le régime ne sera pas confirmé par les prochaines élections. Comme le centrisme a été le fait caractéristique de l'Italie des années 1950, le centre-gauche est le fait saillant des années 60 et peut-être 70. La nature réelle du régime n'a pas changé, malgré ce que sont prêts à affirmer les prophètes de la soi-disant liberté. □

(De notre correspondant à Rome Bruno Grimi.)

Tribune Socialiste

VOUS

OFFRE

jusqu'au

31 Mars

des

abonnements

au prix spécial

6 mois : 9 F

1 an : 17 F

Nom :

Adresse :

Faites parvenir ce bulletin accompagné d'un chèque bancaire ou postal, ou un virement postal au :

C.C.P. Paris 58-26-65

Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, Paris-15°.



Au Havre : on reconnaît au premier rang : Waldeck ROCHET, Jacques KERGOAT et Francis KAHN.

Vietnam : bilan de l'action du P.S.U.

La campagne du Bateau s'achève

1. Médicaments collectés et versés à l'Association Médicale Franco-Vietnamienne (Valeur prix d'achat)	114 800 F
2. Argent collecté (compte commun P.S.U.-C.V.N.)	140 000 F
Total	254 800 F

Plusieurs millions d'anciens francs ont été versés directement par des militants P.S.U. soit au compte du Secours Populaire, soit à celui de la C.G.T., soit aux comptes communs pour la campagne du Bateau.

L'objectif que nous nous étions fixé (100 000 francs) a donc été plus que doublé.

Le départ du matériel pour le Vietnam

LE HAVRE - DIMANCHE 18 FEVRIER. Le cargo « Akademik-Krilov », venant de Leningrad, fait escale pour charger les 600 tonnes de matériel qui représentent le produit des collectes de la campagne du « Bateau pour le Vietnam » dans la moitié nord de la France.

A 10 heures, la municipalité P.C.-P.S.U. du Havre, reçoit à l'Hôtel de Ville les représentants de la Délégation du Nord-Vietnam en France, le commandant du cargo et

un attaché de l'ambassade soviétique. Les délégations des organisateurs nationaux de la campagne assistent à cette réunion : on reconnaît pour le P.C.F. Waldeck-Rochet, secrétaire général, R. Cance, maire du Havre, Colette Privat et Duromea, députés. Le P.S.U. est représenté par Jacques Kergoat, membre du C.P.N., Louis Pointier, adjoint au maire, nos camarades Francis Kahn pour l'Association Médicale Franco-Vietnamienne et André Heudron pour la Ligue des Droits de l'Homme sont également présents.

Une heure plus tard, malgré une brume épaisse, plus de 3 000 Havrais, forment un long cortège, boulevard d'Harfleur, qui se dirige jusqu'au quai en criant sa solidarité avec le combat du peuple vietnamien.

MARSEILLE - LUNDI 19 FEVRIER

Une importante manifestation s'est déroulée en fin d'après-midi, place de la Joliette pour saluer le départ du « Solechnogorsk » transportant vers Haïphong le produit des collectes pour la zone sud de la France. Etaient présents les délégués des organisateurs nationaux de la campagne : Jeannette Thorez-Vermeersch, Maurice Berlemont et Georges Lazzarino pour le P.C.F., Jean Pivasset, membre du C.P.N. et Jean-Paul Bastide pour le P.S.U., Léon Mauvais pour la C.G.T., Mme Yves Farge pour le Mouvement de la Paix.

Important succès du congrès Vietnam de Berlin

Durant le week-end dernier, s'est tenu à Berlin-Ouest un gigantesque rassemblement international de la jeunesse contre l'impérialisme, et plus particulièrement contre la guerre menée par les Américains au Vietnam. A l'appel du S.D.S. (Etudiants Socialistes Allemands), des délégations d'une trentaine de pays se sont tout d'abord retrouvées à l'Université Technique pour un meeting monstre qui dura 12 heures (de 14 h à 2 h du matin) pratiquement sans interruption ! Durant toute cette période des dizaines d'orateurs se succédèrent à la tribune pour parler, devant une assistance toujours enthousiaste, des caractères actuels et particuliers de l'impérialisme et des moyens de lutte des forces progressistes. Plus de 3 000 personnes furent présentes en permanence à ce meeting et acclamèrent ainsi, entre autres, Rudi Dutschke, Peter Weiss, Ernest Mandel et notre camarade Jean-Marie Vincent, qui intervint au nom du P.S.U.

On apprenait au cours de ce meeting que la manifestation prévue pour le lendemain, tout d'abord interdite par le Sénat de Berlin-Ouest (à majorité social-démocrate), était finalement autorisée. Le S.D.S. et les étudiants berlinois voyaient leurs efforts couronnés de succès, car cela signifiait que leur pression et leur détermination étaient parve-

nues à faire céder les autorités de Berlin-Ouest leur infligeant une cuisante défaite, grave de conséquence pour l'avenir, étant donné que le Sénat s'est complètement discrédité aux yeux de la population et se trouve maintenant dans une situation particulièrement difficile.

Au cours de la semaine, 6 000 étudiants avaient discuté des mots d'ordre et de l'organisation pratique, si bien qu'avant même de connaître la levée de l'interdiction, le S.D.S. avait fait savoir par tracts, les points de rendez-vous et le tracé de la manifestation. Celle-ci s'est donc déroulée, comme il l'avait prévue, à travers les rues principales de Berlin, en s'étirant sur près de 2 km. Dans une ambiance particulièrement combative, malgré le froid, les manifestants, brandissant des centaines de drapeaux F.N.L. et des portraits de Lénine, Liebknecht et Rosa Luxembourg, ne se heurtèrent donc qu'à quelques provocateurs néonazis.

Il faut noter que, parmi les organisations allemandes, les sections de Berlin-Ouest de la F.D.J. (organisation de jeunesse de R.D.A.) appelèrent et participèrent à la manifestation. Les E.S.U., quant à eux, étaient représentés à Berlin par une délégation d'une trentaine de camarades.

Cette démonstration a largement atteint ses objectifs : elle a permis aux jeunes socialistes d'Europe d'échanger leurs expériences, de confronter leurs points de vue et de constater qu'une lutte commune peut être menée contre l'impérialisme américain au niveau européen. Il s'agit maintenant que cette coordination de l'action se précise et entre dans les faits. Elle a permis au

S.D.S. d'être, désormais en position de force et de montrer que l'Allemagne de la « grande coalition » est en train de bouger sérieusement. Une phase importante de son action vient de se terminer. Il faut maintenant exploiter le terrain ainsi conquis et éviter en particulier que le potentiel recueilli ne s'embourbe dans le volontarisme et de verbalisme. — Michel CAPRON.

Les Fédérations du travail

● **HERAULT.** — La section P.S.U. de Montpellier a organisé le 11 février dernier une « journée d'étude sur le tiers monde », à laquelle ont participé quelque cent cinquante personnes. Les trois rapports introductifs sur « le sous-développement », « les luttes révolutionnaires dans le tiers monde », « la gauche dans le tiers monde », adressés plusieurs jours à l'avance à tous les inscrits, ont pu faire l'objet d'une discussion nourrie que devait conclure Manuel Bridier, au nom du Bureau National. Après avoir insisté sur les aspects politiques du sous-développement, conséquence d'une domination extérieure aujourd'hui prolongée dans le néo-colonialisme, avec la complicité des bourgeoisies locales, Bridier a surtout mis l'accent sur les tâches du mouvement ouvrier des pays industriels dans la lutte commune contre l'impérialisme : action contre le pacte atlantique, développement des luttes sociales, etc. « Combattre soi-même l'impérialisme, dans le pays où l'on se trouve, dans les conditions propres à ce pays », telle a été la conclusion de cette réunion dont le succès est venu récompenser l'effort de la section de Montpellier.

La veille, Manuel Bridier avait répondu aux questions des militants à l'occasion d'une réunion amicale pour la reprise des cartes.

● **GARD.** — C'est en présence de nombreux militants et sympathisants que le P.S.U. a ouvert le samedi 10 février son siège, 14, rue Saint-Mathieu, à Nîmes. Dans la salle déjà trop petite, entouré du Secrétaire Fédéral, Fernand Vigouroux et des élus nîmois, Dr Masseguin, adjoint au maire, Dard, Maurel et Chabanis, conseillers municipaux, le secrétaire de la section de Nîmes s'est félicité des nouveaux moyens mis à la disposition des militants et il a fait le point sur la situation du P.S.U. dans le département.

Le samedi 10 février également, Manuel Bridier a tenu à Nîmes une réunion sur les problèmes du tiers monde.

Les 2 et 3 mars, le Gard accueillera Jac-

ques Malterre qui animera le samedi, à 17 h 30, une réunion d'information à Moirans-sur-Cèze, et une autre à 20 h 30 à la Grand-Combe. Le dimanche, de 9 h 30 à 17 h se tiendra une rencontre régionale pour le Languedoc-Roussillon, qui examinera dans l'esprit de la Gauche Nouvelle les problèmes de l'action syndicale. La rencontre sera largement ouverte aux militants syndicalistes et aux travailleurs inorganisés. Il s'agit de faire un bilan et de définir quelques perspectives d'action pouvant intéresser l'ensemble du mouvement ouvrier du Languedoc-Roussillon. De 9 h 30 à 12 h, le travail aura lieu en commission (enseignante, ouvrière, agricole, étudiante). A partir de 13 h 45, séance plénière avec présentation et discussion du rapport de chaque commission. Une intervention de Jacques Malterre, membre du Bureau National, clôturera cette rencontre qui sera sans nul doute une contribution importante à notre prochain Conseil National sur les luttes sociales.

La rencontre aura lieu à la Maison de la Jeunesse, rue Jean-Reboul, à Nîmes. Pour tous renseignements, s'adresser à Jacques Malterre, 6, bd des Arènes, Nîmes.

● **MOSELLE.** — Le travail d'implantation qui en 1967 a permis à la Fédération de doubler ses effectifs, continue à l'occasion de la campagne de reprise des cartes. C'est ainsi que la section de Metz a enregistré 10 nouvelles adhésions en janvier.

Le 19 février, une délégation du P.S.U. de Moselle et de Meurthe-et-Moselle, a rencontré une délégation wallonne, conduite par André Genot, président de la F.G.T.B. de Namur et du Mouvement Populaire Wallon ((M.P.W.)). Cette prise de contact s'inscrit dans le cadre de la préparation d'un colloque sur les problèmes économiques et sociaux communs aux Wallons et aux travailleurs français du Nord et de l'Est.

La Fédération a activement lancé la préparation du Conseil National et elle tiendra son Conseil Fédéral à Nilvange, le dimanche 17 mars.

Calendrier

Jeudi 22 février, 21 h, Paris, 56, rue Turbigo. — A l'initiative des 2^e et 3^e sections, réunion-débat sur les problèmes de l'Amérique latine avec Abraham Behar.

Venredi 23 février, Paris, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e), 20 h 30. — 2^e séance du stage des E.S.U. « Le capitalisme d'organisation en France ; ses liaisons avec le capitalisme européen ; le Marché commun », avec Jacques Malterre. Cette séance, initialement prévue pour le mardi 20, a dû être reportée à cause du meeting UNEF-SNE SUP sur le Vietnam.

Paris (14^e). Centre International Protestant (8, villa du Parc Montsouris), 20 h 30. — « L'OLAS et l'Amérique latine » avec Manuel Bridier.

Cormeille-en-Parisis (Val d'Oise), 21 h. — Salle : 3, rue de Nancy. Cercle Culturel « Plaisir de Connaître ». — « Cuba et l'Amérique latine » avec Harris Puisais.

Paris, 81, rue Mademoiselle, 20 h 30. — Débat organisé par le CEDETIM sur « l'expérience brésilienne ».

Lyon. Café de la Briochette, rue de la Barre, 20 h 30. — Réunion d'information : « Quelles solutions apporter au problème de l'emploi dans la région lyonnaise », avec André Barthelemy.

Samedi 24 et dimanche 25 février, Mairie de Cachan. — Colloque sur « La Gauche

et l'Europe », organisé par les « Rencontres Socialistes de Grenoble » et la « Gauche européenne ». Interventions au nom du P.S.U. de Michel Rocard, Manuel Bridier et Jacques Malterre.

Grenoble. — Christian Guerche animera des réunions sur la presse du parti, sur l'animation et la vie des sections.

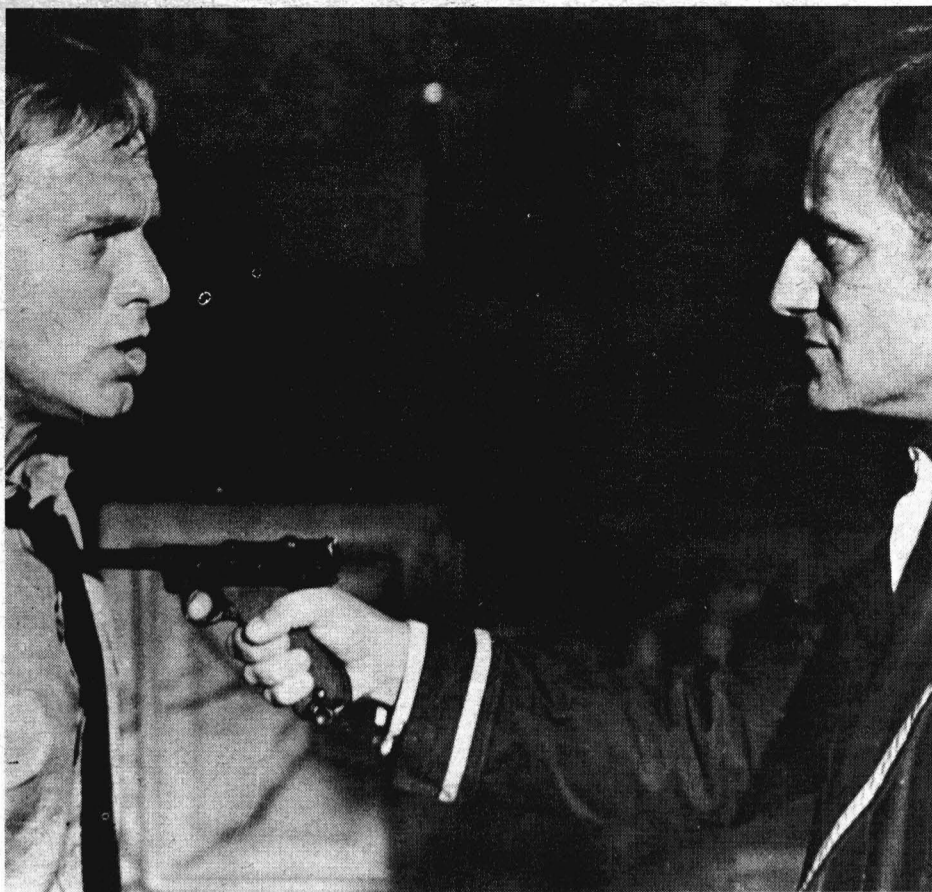
Dimanche 25 février, Alençon (8, rue du Collège), 8 h 45. — Congrès de la Fédération de l'Orne, avec la participation de Marc Heurgon.

Mardi 27 février, Paris, 81, rue Mademoiselle (15^e), 20 h 30. — 3^e séance du stage des E.S.U. « Le marxisme, science universelle », avec Pierre Naville.

Mercredi 28 février, Paris, 81, rue Mademoiselle (15^e), 19 h. — Réunion pour les camarades résidant dans les grands ensembles, avec Georges Gontcharoff, membre du Bureau National chargé des questions municipales, locales et régionales.

Jeudi 29 février, Salle de la mairie de Cachan, 20 h 30. — Meeting sur la lutte anti-impérialiste, organisé par le groupe E.S.U. de l'E.N.S.E.T., avec Marc Heurgon et Pierre Naville.

Vendredi 1^{er} mars, Mantes-la-Jolie, Bourse du Travail, place Henri-Dunant, 21 h. — A l'initiative des sections du P.S.U. de la région mantaise et de « Tribune du Val de Seine », débat public : « Parents, maîtres, élèves, que faites-vous de vos écoles ? », avec Robert Chapuis, membre du Bureau National, René Crozet, Conseiller Général P.S.U., MM. Breant, Laudet et Plane.



● *TERRE EN TRANSES*, film brésilien de Glauber Rocha, avec Jardhel Filho, Paulo Autran, José Lewgoy.

Cinéma

Poétique de la violence

Jean-Luc Pouillaude

L'âpreté de la geste légendaire du *Dieu noir et du Diable blond* où le beato Sebastio et le cangaceiro Coristo tentaient d'instituer leurs conceptions d'un nouvel ordre social, représentait un moment idéologique d'une lutte ambiguë et floue parce que encore liée à des formes falsificatrices d'aliénation. Dans « Terre en transe », Glauber Rocha dégage une véritable analyse clinique, dénonçant une mentalité typique de certains milieux révolutionnaires d'Amérique latine. Dès qu'un mouvement de libération cherche à s'en tenir au strict plan *politique* en vue de la conquête du pouvoir, il est obligé de contracter des alliances modérées et, par un procédé élémentaire de capture, s'enferme dans un réformisme stérile.

« Terre en transe » illustre implacablement la fureur sourde, le désordre, le tumulte au milieu desquels s'affrontent les politiciens en ces jeux électoraux où la masse populaire n'est que l'alibi de l'ambition. Au sein de cette incohérence, entre la subtilité feutrée des luttes de palais et des marchandages serviles mais payants, un intellectuel, journaliste et poète, plus anarchiste que communiste, tente d'y voir clair, sans se rendre compte qu'il est complice de

la confusion où il se débat. C'est par souci d'efficacité immédiate que Paulo Martins met sa plume au service de Vieira, leader populiste, puis de Fuentes, grand bourgeois démagogue, pour ensuite revenir à Vieira ; mais, en même temps, il ne peut se départir entièrement de ses anciens liens amicaux avec le président Diaz devenu, une fois au pouvoir, homme de droite. Ainsi, tel Manuel qui va du Dieu noir au Diable blond, Paulo Martins balance de la gauche à la droite, à la fois pour les contester et leur conter fleurette. Généreux et enthousiaste, il n'agit pas par vanité, refusant la corruption de Diaz ; il cherche simplement à concilier une action possible avec les contradictions internes du milieu.

De cet état confusionnel et convulsionnel, Rocha nous donne une description d'une rare lucidité. Il a présenté son film comme l'auto-destruction d'un certain mode de discours romantique, accompagné sur le plan formel par une fragmentation extrême des événements. On peut cependant contester son goût trop appuyé de la théâtralité qui s'exprime dans les décors baroques et surtout dans le choix des acteurs parfois maniérés (Diaz) ou faussement naturels (Vieira).

Paulo Martins crie sa révolte en de très beaux poèmes qui constituent, souvent en décalage avec l'image, une sorte de commentaire en voix off. Le poète en transe exorcise les démons de sa terre natale qui sont aussi les siens. A travers cette voix impuissante, tantôt vociférante, tantôt meurtrie, à travers cette mort solitaire, arme au poing, qui attend Martins, c'est la conscience claire de la nécessité d'une lutte armée qui chemine sourdement. Mais dans « Terre en transe » la violence n'est pas encore celle des armes ; elle s'exprime *poétiquement* à travers la force contraignante et quasi magique du verbe. □

« Le bal des vampires »

Film américano-anglais de Roman Polanski, avec Jack McGowan, Alfie Bass, Sharon Tate. Traité didactique sur le vampirisme sous forme de farce grinçante. On y trouvera tous les ingrédients du film d'horreur : de l'ail au crucifix et du comte démoniaque à la belle ingénue vampirisée... La petite mécanique de Polanski fonctionne à merveille surtout lorsqu'elle tourne à vide. A conseiller sans aucun risque d'éva-

Disques

● Variétés

Francesca Solleville. — A l'heure de la surenchère et de la poudre aux yeux, il est difficile de dire simplement la beauté de ce disque. Il y a d'abord une voix ample et grave qui ne triche ni avec la musique, ni avec les textes que Francesca Solleville a choisis avec un goût passionné : Aragon, Desnos, Mac Orlan, Nazim Hikmet et Guilleoic, cet excellent et trop discret poète dont « Morbihan » est un bref et poignant chef-d'œuvre.

La guerre et les guerriers, les enfants morts et les poètes assassinés de l'Espagne au Vietnam en passant par l'Algérie, Francesca Solleville les chante ou les pourfend avec une émouvante franchise. Par son lyrisme naturel elle fait écho aux forces et aux colères des peuples. Plus qu'un grand disque, un poème collectif attendri, agressif et généreux ! (1 × 30 cm. Boîte à Musique.)

Claude Fonfrède. — Modestement, il se veut auteur de « chansonnettes ». Un charme incontestable s'en dégage auquel contribuent la transparence et l'humour léger des arrangements de Claude Villard. Quand il aura épuré et précisé son inspiration Claude Fonfrède sera le gentil poète, le baladin rêveur dont le monde moderne ne peut se passer. Mais dès maintenant on ne peut ignorer la séduction discrète de cette voix où « jamais rien ne pèse ni ne pose ». (1 × 30 cm. Boîte à Musique.)

Chansons de Jacques Prévert. — Avec son inséparable Kosma, il a enchanté, ému, amusé ou indigné la génération des 30 à 40 ans. Après un quart de siècle certaines de leurs chansons demeurent intactes, tandis que les enfants des écoles prennent leur premier contact poétique avec « Le bonhomme de neige » et les « Deux escargots ».

On retrouve ici les plus belles avec quelques-uns de ses meilleurs interprètes (Eric Amado, Cora Vaucaire, Germaine Montero). On les retrouve à l'état pur, telles qu'on les chantait à la Rose Rouge. (*Chant du Monde*, 1 × 30 cm, 19,95 F.)

● Classiques

Musique religieuse espagnole. — Puisque la France n'a pas su le retenir, c'est en

nouissement aux âmes sensibles. Amateurs « Midi-Minuit » s'abstenir.

« Benjamin »

Ce qui exaspère le plus dans ce petit monde de femmes qui se disputent le pucelage d'un adolescent, ce sont ces pleurs essuyés sous des mouchoirs poudrés. Pour être séduisant le libertinage, même moralisant du XVIII^e siècle, réclame une pointe de cynisme qui écarte sans appel toute occasion de sensiblerie. La séduction chez Marivaux, Crébillon ou Laclos est une construction de l'esprit et l'érotisme une élégance. Rien de tel ici. Rarement on aura pleuré aussi mal sur d'aussi tristes peaux.

« Le fascisme ordinaire »

Un des meilleurs montages réalisés sur le fascisme et ses sinistres effets. Pourtant les clichés de soldats allemands « posant » en souriant avec des cadavres à leurs pieds, montrent bien la limite de la pédagogie par l'image. Romm oublie parfois que le fascisme se nourrit précisément d'une certaine fascination de l'horreur. Il est juste d'ajouter que le cinéaste soviétique sollicite grâce à l'ironie ou à la poésie une certaine distance sur l'événement ; entremêlant, trop habilement peut-être, les documents sur les camps avec des images de saines jeunes filles ou des fillettes attendrissantes. Cette volonté de contraste demeure ambiguë : est-elle destinée à atténuer notre écœurement ou à l'amplifier ?

Espagne et en U.R.S.S. qu'Igor Markevitch prodigue son talent. Il donne ici une belle leçon de musique, non pas que les quatre œuvres inscrites soient d'égal intérêt, mais le Magnificat de Victoria (1600) est par la vigueur des contrastes et la tension dramatique un des hauts moments de la polyphonie sacrée. Le Cantique qu'Ernesto Halffter composa pour la mort de Jean XXIII n'est pas une œuvre révolutionnaire, mais son émouvante ferveur ne devrait pas laisser indifférente. (*Philips*, 1 × 30 cm.)

Vivaldi. Six sonates pour violoncelle. — Si l'on connaît bien les concerti de Vivaldi et si ses grandes œuvres religieuses commencent à se répandre, sa musique de chambre demeure singulièrement négligée par le disque. Les sonates pour violoncelle et basse continue, dans la chaleureuse interprétation de Maurice Gendron, font apparaître un Vivaldi intime et méditatif aussi attachant que le brillant compositeur des 456 concerti. Un disque au charme sûr. (*Philips*, 1 × 30 cm.)

Anton Bruckner. Cinquième symphonie. — Les neuf symphonies d'Anton Bruckner constituent un monument respectable et majestueux qui risque par son emphase et ses dimensions d'éprouver la patience de plus d'un mélomane. A dose massive Bruckner deviendrait vite indigeste. Ceci pour protester contre les excès d'un engorgement récent qui eut, du moins, le mérite d'attirer l'attention sur un musicien méconnu en France. On ne voit donc pas de meilleur moyen d'aborder raisonnablement Bruckner qu'avec la Cinquième Symphonie : d'abord parce qu'elle est une des mieux inspirées et des plus représentatives de son auteur qui y réalise une étonnante synthèse des acquisitions wagnériennes et du patrimoine classique ; ensuite parce qu'Otto Klemperer à la tête du New Philharmonia n'est jamais plus à l'aise que dans les amples développements de ce répertoire post-wagnérien. C'est vraiment là qu'il est le plus grand. (*Voix de son Maître*, 1 coffret, 2 × 30 cm.)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione

V.O.



Elie Kagan

Paris

Les formes de la solidarité en France

Marc Heurgon

On ne se donnera pas le ridicule de rappeler ici les résultats obtenus depuis trois semaines par l'offensive du F.N.L. — Prenez « France-Soir » ; les titres à caractères d'affiche de la presse à sensation attestent suffisamment que désormais le « vietnamien » se vend bien, que l'horreur des photos fait recette et que pour se dérouler à des milliers de kilomètres la guerre n'en est pas moins devenue le fait mondial numéro 1. — Descendez dans la rue, écoutez les conversations et vous verrez que bien des questions sont désormais résolues ; elles l'ont été par les Vietnamiens. La représentativité du F.N.L. ? Après Saigon, après Hué, en entendez-vous beaucoup qui la mettent encore en doute ? L'issue de la guerre ? En connaissez-vous beaucoup qui donnent aujourd'hui les Américains gagnants ou qui parient sur la longévité des fantoches du Sud-Vietnam après le départ des occupants ?

Non ce n'est pas de cela qu'il s'agit, car la cause est entendue et plus seulement pour le petit noyau de militants qui depuis plusieurs années ont considéré comme leur le combat des Vietnamiens. Ce qu'en février 68, chacun se demande avec angoisse, combien d'hommes, de femmes et d'enfants échapperont au massacre et seront encore là pour célébrer la victoire. Les combattants du Vietnam n'ont que faire de nos encouragements et de nos lointains bravos. La solidarité aujourd'hui consiste essentiellement à poser le problème suivant : comment faut-il s'y prendre pour abréger la guerre ? Quelles formes pouvons-nous donner à notre protestation, à notre colère, pour isoler l'agresseur, pour rompre avec lui toutes formes de complicité, pour dresser contre lui des pans chaque jour plus importants de l'opinion mondiale et pour nous françai-

se, pour hâter la prise de conscience du peuple américain et l'amener à se dresser contre les crimes qu'on commet en son nom ? — Chaque mois, chaque semaine, chaque jour comptent.

Force est malheureusement de constater, et c'est un paradoxe inquiétant qu'il n'y a pas parallélisme entre l'aggravation de l'escalade et l'ampleur de la protestation en France. Celle-ci donne au contraire des signes d'essoufflement et s'avère incapable de renouveler ses méthodes et de dépasser considérablement le cercle des militants et sympathisants d'organisations qui depuis des années ont fait leur le combat du peuple vietnamien.

C'est un fait que la distribution journalière de tracts du même modèle n'influe pas sur une clientèle militante qui en admet les slogans et ne convainc pas ceux qu'il faudrait gagner. C'est une constatation que le renouvellement d'un certain type de meetings est également incapable de mordre sur ceux qui ne se sentent pas concernés et n'apporte plus grand-chose à des militants convaincus. Le grand succès des réunions type « Six heures » a tenu en particulier à la nouveauté de la conception, à la participation du public aux discussions ; ils connaissent aujourd'hui une affluence moindre, sauf s'ils sont sauvés par la présence d'orateurs qui attirent un large public. A moins d'accepter de s'enfermer dans un « ghetto vietnamien », il faut sans cesse trouver des formes d'explication et de propagande capables de gagner le combat contre l'impérialisme ceux qui n'y sont pas encore engagés. Sinon le danger est grand de faire du problème vietnamien le champ clos de rivalités, ou le dérivatif d'options que l'on élude.

L'analyse des récentes manifestations à Paris conduit à des consta-

tations du même ordre. Force est bien d'admettre que le défilé de la République à la Bastille rassembla moins de monde le 13 février que le 21 octobre. Compte tenu de l'aggravation de l'escalade du Vietnam, ce n'est donc qu'un demi-succès. Une nouvelle expérience de ce genre qui ne dépasserait pas le seuil des 20 ou 25.000 manifestants, ne répondrait pas aux nécessités de l'heure. Le Parti Communiste avait tenu à marquer ce rassemblement de sa seule emprise, contraignant les autres organisations à se rallier à son initiative sans les admettre à partager les modalités d'organisation. Il n'est nullement certain qu'il ait réussi la démonstration de force qu'il souhaitait pour lancer le Comité d'Action qu'il venait de mettre sur pied. Il est en tout cas désormais confronté à un choix qu'il ne pourra longtemps éluder : ou bien il tentera d'imposer sa marque à toute action d'envergure contre l'aggression américaine au Vietnam, mais du même coup il en restreindra considérablement la portée ; ou bien il admettra que l'importance de l'enjeu exige que soit atteint un niveau de mobilisation incommensurablement supérieur, semblable à celui qui marqua les derniers mois de la guerre d'Algérie, mais du même coup il devra reconnaître que toute prétention au monopole de sa part, va à l'encontre d'un tel objectif.

Or, il est chaque jour plus évident qu'existant de telles possibilités d'élargissement de la lutte. Dans certains secteurs politiques de la Gauche, plus encore dans des sec-

teurs du syndicalisme, des forces qui ne se sont pas encore engagées, sinon à l'échelon de militants individuels restent disponibles. Devant l'aggravation de la situation, devant la menace de plus en plus réelle du massacre de tout un peuple, elles sentent chaque jour de façon plus nette l'impossibilité de garder le silence.

— L'unification des multiples organisations qui condamnent l'agression américaine (à la seule exception de celles pour qui le sectarisme et l'isolement sont les seules garanties de durée), la garantie que dans l'organisme unifié personne ne pourrait exploiter le mouvement à des fins partisans, la limitation volontaire des objectifs à atteindre ensemble à des actions concrètes et de grande ampleur, telles sont certaines des conditions qui permettraient sans doute de lever les obstacles les plus sérieux.

Il reste qu'aucune mesure d'organisation ne peut remplacer des choix qui sont avant tout politiques mais qui, en tant que tels, concernent chaque organisation. Le P.S.U. entend bien entendu conserver sa pleine liberté d'analyse et d'appréciation sur la nature de l'agression américaine au Vietnam, la liaison qu'il établit entre celle-ci et la politique impérialiste mondiale, la réponse qu'il entend proposer particulièrement sur le plan européen.

Il est prêt cependant à s'associer à toute initiative, à participer à tout dialogue, qui permettront d'avancer vers une plus grande efficacité dans le soutien du peuple vietnamien.

Communiqué des étudiants du P.S.U.

Paris, le 17 février 1968

Le peuple vietnamien, tout entier dressé contre l'opresseur, à l'appel du F.N.L., tient en échec une formidable armée d'invasion et remporte chaque jour de nouvelles victoires. A l'escalade américaine, à la menace d'envoyer de nouvelles troupes et d'employer des armes atomiques tactiques, doit répondre la mobilisation constante de tous ceux qui savent que c'est aussi leur liberté et

leur avenir qui se jouent au Vietnam.

Dans ces conditions, la réponse que les étudiants et les jeunes donneront les 20 et 21 février à l'appel de leur syndicat l'U.N.E.F., doit être particulièrement éclatante. Le 21 février, c'est par milliers qu'ils mettront « le quartier Latin à l'heure du Vietnam » et se joindront à 18 h 30 à la manifestation sur le boulevard Saint-Michel pour la victoire du F.N.L.